

## Première réunion du PSE chez Cargill qui supprime 183 postes

© 28/11/2019 |  Terre-net Média

**Syndicats et direction du site d'Haubourdin (Nord) de Cargill, géant américain du négoce et de la transformation des matières premières agricoles, ont entamé jeudi les négociations du plan qui vise à supprimer les 183 postes dédiés à l'extraction d'amidon de maïs de l'établissement.**

Une « centaine » de salariés ont envahi la salle de réunion pour « mettre la pression sur la direction », selon Dorian Vallois, secrétaire de la CGT et élu CSE. La direction a confirmé que la rencontre avait dû être temporairement interrompue.

315 personnes travaillent sur le site qui transforme du maïs depuis 1920 en recevant par train les céréales, en provenance essentiellement du sud de la France et du sud de l'Europe.

L'activité est partagée en deux : d'une part l'extraction d'amidon que l'entreprise dit être déficitaire, de l'autre la transformation de l'amidon en ingrédient industriel de spécialité pour la pharmacie et l'alimentation infantile.

L'entreprise va abandonner la première et se « repositionner » sur cette dernière, « savoir faire unique en Europe », pour **transformer de l'amidon de blé et de maïs**, qui sera dès lors acheminé des autres sites de la société ou des concurrents. 19 postes vont être créés. « Le site structurellement déficitaire depuis plus de cinq ans nous amène à se repositionner de manière à sauvegarder de l'emploi sur le site », a affirmé à l'AFP Thierry Régnier, responsable du projet, « conscient que c'est une situation difficile » pour les salariés concernés qui ont appris la nouvelle le 21 novembre.

Lire aussi : [Les résultats annuels 2018-2019 affectés par l'environnement économique](#)

Selon la direction, « l'équilibre économique d'une amidonnerie fonctionnant au maïs est pénalisé par une distorsion de compétitivité avec le blé », « clairement » plus rentable. Les usines « en plein champ » des « concurrents » en Hongrie et Slovaquie, avec des coûts logistiques « optimisés », vont « empirer la donne », affirme-t-elle.

« Le motif économique à nos yeux est faux donc on a nommé un cabinet d'expertise pour démontrer que c'est eux qui ont mis l'entreprise dans le rouge », a affirmé Dorian Vallois. « On fait dire ce qu'on veut aux chiffres, comme c'est une multinationale avec des ramifications, ils basculent l'argent comme ils veulent à droite à gauche ». « Ils veulent plus d'argent », accuse-t-il.

Selon M. Régnier, la direction a proposé des mesures d'accompagnement : reclassement interne dans les 16 sites français, formation et aides financières, plan de départs volontaires pour des personnes qui auraient un projet de création d'entreprise ou un CDI ailleurs, et reclassement externe.

Pour le premier trimestre (juin-août) de son exercice décalé, le groupe basé dans le Minnesota a réalisé un bénéfice net de 915 millions de dollars, sur un chiffre d'affaires de 29 milliards de dollars, en hausse de 1 % par rapport à l'an passé.